



ARRETE N°2024-A-DGAS-DEF-PMI-0015

du 21 NOV. 2024

**DIRECTION DE L'ENFANCE
ET DE LA FAMILLE**

**SERVICE DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE**
Affaire suivie par Mme Karen NERISSON
Réf : KN/GR

**Portant autorisation d'ouverture et de fonctionnement
d'une micro-crèche PAJE d'enfants de moins de 6 ans,
« PIROUETTE CACAHOUETTE » située :**

**6 rue des Tuileries
SAINT REMY SUR CREUSE (86220)**

RENDU EXECUTOIRE LE

10 DEC. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-9,

**VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants,
L.2324-1 et suivants et R.2324-16 et suivants,**

**VU l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les
modes d'accueil du jeune enfant,**

**CONSIDERANT le courrier du 8 octobre 2024 de Madame Paméla LEBRUN,
gérante de la SARL Paméla AVIRON.L sollicitant l'autorisation d'ouverture et de fonctionnement
auprès du Président du Conseil Départemental de la micro-crèche PAJE « PIROUETTE
CACAHOUETTE » à Saint Rémy sur Creuse,**

**CONSIDERANT l'avis favorable d'ouverture de Monsieur le Maire de Saint-Rémy
sur Creuse, le 14 octobre 2024,**

**CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de
Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui relève des compétences de la commission
de sécurité,**

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

Article 1^{er} :

Autorise la gérante, SARL Pamela AVIRON.L à ouvrir et à faire fonctionner la micro-crèche PAJE « **PIROUETTE CACAHOUETTE** », située 6 rue des Tuileries (86220) à **Saint Rémy sur Creuse** à compter du **1^{er} décembre 2024**.

Article 2 :

La capacité d'accueil sera de **12 enfants maximum** avec 2 places d'urgences âgés de 10 semaines à 3 ans (entrée en école maternelle).

Article 3 :

L'établissement est ouvert du **lundi au vendredi de 7h00 à 18h30**.

Article 4 :

La référence technique est assurée par :

- **Madame Laurence DAUXY, Educatrice de Jeunes Enfants**

En application de l'article R2324-46-1 du Code de la Santé Publique la quotité minimale de temps de travail dédiée à la fonction de référente technique est de **0.20 ETP**.

L'encadrement des enfants est assuré par du personnel justifiant d'une certification au moins de niveau V enregistrée au répertoire national de certifications professionnelles, attestant de compétences dans le champ de l'accueil des jeunes enfants et deux années d'expérience professionnelle ou d'une expérience professionnelle de 3 ans comme assistant maternel agréé.

L'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants : une professionnelle est présente pour l'accueil d'un à trois enfants. Pour des raisons de sécurité une autre personne clairement désignée est joignable par téléphone en cas d'urgence. Deux professionnelles sont présentes pour un nombre d'enfants compris entre 4 et 12.

Article 5 :

Le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 6 :

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, la Gérante de la SARL Pamela AVIRON.L sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département laviennne86.fr et notifié aux intéressés.

Fait à Poitiers, le **21 NOV. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON